

# Revenu universel, « utopie dangereuse »

**Dans une étude publiée samedi**, l'institut d'études sociales Itinera considère le revenu universel dangereux pour la justice sociale et impayable.

**L**e revenu universel, qui garantit une allocation de base à tous sans conditions, constitue une « *utopie dangereuse* » pour la justice sociale et notre prospérité, affirme l'institut Itinera dans une analyse publiée samedi. Le système présente des aspects positifs, mais se révèle impayable et traduit une incapacité à affronter les maux économiques et sociaux de notre époque, selon le think tank.

Itinera constate un intérêt croissant pour l'introduction du revenu universel, également appelé allocation universelle ou revenu de base. Expérimenté en Finlande depuis le début de l'année, le principe était également une des pierres angulaires du programme du candidat socialiste à l'élection présidentielle

française Benoît Hamon.

Après avoir passé le revenu universel au peigne fin, l'institut le qualifie de « *terme à la mode dangereux* » qui sème la confusion. « *Si nous regardons au-delà des slogans, nous constatons surtout une nouvelle vague de surenchère d'allocations : pour tous et sans contre-prestation. On fait du neuf avec de l'ancien.* »

## **« Une aumône » pour les perdants**

Le système est un aveu de faiblesse et un signe de panique car ses partisans considèrent comme insurmontables les maux économiques et sociaux de notre époque, analyse encore le think tank. « *Il ne nous reste alors plus qu'une mesure défaitiste sous forme d'un revenu universel. Les gagnants de l'économie gagneront*

*pour l'éternité, tandis que les perdants seront calmés avec une aumône.* »

Son introduction entraînerait d'ailleurs une abdication des autorités vis-à-vis des besoins des groupes précarisés, poursuit Itinera. Les inégalités augmenteraient et les opportunités ainsi que la mobilité sociale diminueraient alors que « *nous avons justement besoin d'une politique sociale d'investissement, adaptée aux besoins des groupes et des familles* ».

Le revenu universel est par ailleurs impayable, même en tenant compte des économies qu'il entraîne. D'après les calculs d'Itinera, il exige des dépenses publiques supplémentaires de 15 à 76 milliards d'euros par an pour un revenu mensuel de 900 ou de 1 500 euros. ■